

Burundi : trois personnes tuées dans l'attaque d'un bar dans le sud-ouest

@rib News, 10/05/2016 – Source AFP Trois personnes ont été tuées et deux blessées par un groupe armé non identifié dans la nuit de lundi à mardi dans la commune de Burambi, dans le sud-ouest du Burundi, a-t-on appris auprès de témoins et d'un haut responsable burundais. "Hier (lundi) soir entre 21h00 et 22h00 locales (19h00 et 20h00 GMT), un groupe de cinq personnes en uniforme de police a attaqué un bar de la colline de Gishiha. Ils ont tiré sur les gens et tué trois personnes, et blessé deux autres dont le fils de l'une des victimes", a annoncé un témoin, sous couvert d'anonymat.

L'attaque et le bilan ont été confirmés à l'AFP par le premier vice-président du Burundi, Gaston Sindimwo, joint par téléphone mardi alors qu'il tenait une "réunion de sécurité avec l'administration, les forces de l'ordre et la magistrature de Burambi". "C'est un petit groupe armé (...) qui sévit dans ce secteur qui est responsable de cette attaque meurtrière", a assuré M. Sindimwo, niant les informations qui attribuent cette attaque à la police burundaise parce que deux des victimes étaient des démobilisés issus de l'ancienne armée, dominée par la minorité tutsi, les ex-FAB (Forces armées du Burundi). Aux termes de l'accord d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile (1993-2006) entre plusieurs rébellions hutu et l'armée alors majoritairement tutsi, la police et l'armée sont paritaires au Burundi, un pays où les Hutu représentent 85% de la population et les Tutsi 14%. "Nous avons donné une semaine à cette bande armée pour qu'elle dépose les armes et se rende aux autorités, sinon on va lancer des opérations militaires pour la mettre hors d'état de nuire", a affirmé M. Sindimwo. Plusieurs démobilisés issus des FAB, auxquelles la nouvelle armée a succédé en 2005, ont été exécutés ces derniers mois. L'un d'entre eux a ainsi été assassiné par balles lundi à Kinama (nord de Bujumbura), selon une source policière et la presse locale. La commune de Burambi, dans la province de Rumonge (80 km au sud de la capitale), est l'une des zones où sévissent les nouvelles rébellions nées de la contestation du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Le Burundi a plongé dans une grave crise électorale de violences lorsque M. Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat. Réélu en juillet, il a ainsi violé la Constitution et l'accord d'Arusha, selon l'opposition, la société civile et une partie de son camp.